



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À :
Sécurité publique Canada
Contracting and Procurement Section

contracting@ps-sp.gc.ca

Attention: **Denise Desserud**

QUESTION AND ANSWER #1
QUESTION ET RÉPONSE NO 1

Offer to: Public Safety Canada

We hereby offer to provide to Canada, as represented by the Minister of Public Safety and Emergency Preparedness Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein or attached hereto, the goods, services, and construction detailed herein and on any attached sheets.

Offre au: Ministère des Sécurité publique

Title – Sujet Lignes directrices sur le soutien aux victimes et aux survivants du travail forcé pour les travailleurs communautaires de première ligne	
Solicitation No. – N° de l’invitation 202102603A	Date 2022-03-24
Solicitation Closes – L’invitation prend fin At – à 14 h On – le 2022-04-05	Time Zone Fuseau horaire HAE
Delivery Required – Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Denise Desserud	
Telephone No. – N° de telephone (343) 572-3587	FAX No. – N° de FAX N/A
Destination – of Goods, Services and Construction: Destination – des biens, services et construction: Sécurité publique Canada 269, avenue Laurier Ouest Ottawa (Ontario) K1A 0P8	
Security – Sécurité Aucune exigence de sécurité	

Nous offrons par la présente de fournir au Canada, représenté par le ministre des Sécurité publique et Protection civile Canada, aux conditions énoncés ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services **et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexé.**

Comments – Commentaires:

Instructions: See Herein
Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du Fournisseur/de l’entrepreneur

Issuing Office – Bureau de distribution
Public Safety and Emergency Preparedness
Canada
Contracting and Procurement Section
269 Laurier Avenue West
13th Floor, Office 13B
Ottawa, Ontario
K1A 0P8

Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l’entrepreneur	
Telephone No. – N° de telephone Facsimile No. – N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom due fournisseur/ de l’entrepreneur (taper ou écrire en caractères d’imprimerie)	
Signature	Date



Question 1 :

Ce processus serait-il considéré comme un projet fondé sur des subventions plutôt que d'une soumission?

Réponse 1 :

Ce processus est une demande de proposition (DP) pour qu'un entrepreneur élabore des lignes directrices au nom de Sécurité publique Canada. Toute la documentation produite dans le cadre de ce contrat sera considérée comme la propriété de Sécurité publique Canada.

Question 2 :

En raison du temps qu'il faut pour officialiser les collaborations, Sécurité publique est-elle disposée à accepter la liste des partenaires/organisations contribuant au projet plus tard, après la soumission de la demande de propositions?

Réponse 2 :

Comme il est indiqué à la page 35 de la DP, les soumissionnaires sont encouragés à former des partenariats et à collaborer avec des experts qualifiés (chercheurs, fournisseurs de services, développeurs de formation) qui peuvent fournir l'ensemble des compétences requises pour entreprendre le travail décrit dans le présent document.

Question 3 :

Combien d'organisations partenaires souhaitez-vous compter?

Réponse 3 :

Cela est à la discrétion du soumissionnaire. Comme il est indiqué à la page 35 de la DP, les soumissionnaires sont encouragés à former des partenariats et à collaborer avec des experts qualifiés (chercheurs, fournisseurs de services, concepteurs de formation) qui peuvent fournir l'ensemble des compétences requises pour entreprendre le travail décrit dans le présent document. Sécurité publique Canada ne s'attend pas à un nombre minimum ou maximum d'organisations partenaires.

Question 4 :

Quelles sont vos attentes quant à la taille de ce guide? S'agira-il plutôt d'un document court comptant 20 pages ou moins, ou d'un projet complet comptant plus de 50 pages?

Réponse 4 :

Cela à la discrétion du soumissionnaire. Sécurité publique Canada s'attend à ce que les lignes directrices répondent aux objectifs énoncés dans la demande de propositions et tiennent compte du fait que le public ultime est constitué de travailleurs communautaires de première ligne.



Question 5 :

Y a-t-il un soutien pour les demandes des fonds pour voyager afin de visiter en personne les collectivités qui pourraient contribuer au projet?

Réponse 5 :

Comme il est indiqué à la page 44 de la DP, tout déplacement nécessaire pour des réunions, des présentations, etc., peut être remboursé conformément à la Directive sur les dépenses de voyage, d'accueil, de conférence et d'événement du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada, qui peut être consultée à l'adresse <https://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=27228>. Veuillez noter que l'entrepreneur devra demander l'approbation du chargé de projet (CP) pour le remboursement des fonds avant son départ.

Question 6 :

Y a-t-il une ouverture à la prolongation du plan de travail au-delà du 31 mars 2023? Nous posons la question, car cela dépend de la portée du projet, qui peut nécessiter un plan de travail plus long.

Réponse 6 :

Oui, il est possible de prolonger le plan de travail au-delà du 31 mars 2023 si cela est justifié. L'entrepreneur choisi devra participer à une réunion de lancement avec le chargé de projet de Sécurité publique Canada afin de discuter de la portée générale du travail, des délais et du plan de travail provisoire, et l'échéance pourra être abordée à ce moment-là.